

Questions orales

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'impression d'avoir été privé de l'exercice de mes pouvoirs. La manière dont le budget a été accueilli dans les milieux d'affaires prouve que tout va bien du côté de la gestion de l'économie. Ces documents, qui ont été rédigés par M. Bill McDonald et cautionnés par M. Turner, sont tout juste bons à alimenter les colonnes d'un journal à potins que l'on peut acheter chez tous les marchands de journaux de Toronto pour 15 cents.

M. Stevens: Le dollar dévalue rapidement, je vous le concède, mais le prix de la publication s'élève en réalité à \$15,000 canadiens et non pas à 15 cents. Le ministre des Finances prétend qu'on ne lui a pas coupé l'herbe sous le pied, pourtant tout porte à le croire. Le ministre des Finances a été questionné aujourd'hui par le réseau de télévision Global et il a répondu qu'il attendait de nouvelles excuses de M. Turner. Aussi, le ministre nous dira-t-il s'il a reçu des excuses pour les révélations qui ont été faites hier et, dans la négative, quand il compte en recevoir?

● (1417)

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je me demande pourquoi le député désire poser des questions à ce sujet. Je comprends sa déception cependant s'il a versé \$15,000 pour obtenir ce renseignement.

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Une autre question au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Je peux assurer à l'honorable représentant que je n'ai pas été obligé de verser \$15,000 et s'il veut profiter de cette chance, je lui transmettrai les diverses lettres à mesure que je les recevrai.

Voici ma dernière question supplémentaire que j'adresse au ministre. Quand entend-il prendre des mesures concrètes pour encourager la Fonction publique qui serait plutôt démoralisée, selon M. Turner, par suite des récentes mesures financières qui ont été adoptées? Que fera plus précisément le ministre pour soutenir le dollar qui atteint le point le plus bas de notre histoire? Quand on remonte jusqu'en 1858, on constate que le dollar n'a jamais fléchi autant que cette année.

M. Chrétien: Le député a pris beaucoup de temps pour enfin parvenir à poser une question au sujet d'un domaine qui est de mon ressort. C'est un fait reconnu que nous laissons le dollar canadien flotter. Ce matin, le dollar s'est renforcé. Quand une devise flotte, il faut laisser au marché le soin de déterminer son cours.

LES PRÉVISIONS RELATIVES AU TAUX DE CROISSANCE

M. James Gillies (Don Valley): J'aimerais, moi aussi, poser une question au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Le ministre n'ignore certainement pas que le Canada a toujours joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de politiques économiques internationales, surtout au sein des accords de Bretton Woods et du Fonds monétaire international, et qu'il a

toujours joui d'une excellente réputation à cet égard dans les milieux internationaux.

Le ministre pourrait-il nous dire si ses services ont conseillé au premier ministre de s'engager à Bonn, non seulement au nom du gouvernement, mais au nom de tous les Canadiens, à porter le taux de croissance économique au Canada à 5 p. 100 l'année prochaine afin de pouvoir aider les pays du tiers monde alors que tout le monde sait bien que nous ne pourrions jamais respecter cet engagement?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il convient de préciser que de nombreux pays se sont engagés à Bonn à essayer de stimuler les économies occidentales. Nous voulions ne pas être de reste, cela va de soi, et nous tenions à essayer de stimuler le plus possible notre économie. C'est pourquoi nous avons proposé des mesures visant à remettre l'économie canadienne sur pied. En fait, nous nous en tirons mieux que d'autres pays. Cette année, nous aurons un excédent record de notre balance commerciale. Il y a une forte augmentation des dépenses de consommation et de la création d'emplois. Si tous les autres pays pouvaient faire aussi bien que nous à l'heure actuelle, je suis certain que nous serions tous dans une meilleure posture.

M. Gillies: Je crois que le ministre a mal compris la teneur de ma question. En termes très simples—et le premier ministre l'a déclaré officiellement—nous n'étions pas de simples observateurs à Bonn, nous avons pris des engagements. Nous nous sommes engagés envers les pays du monde à un taux de croissance réelle de 5 p. 100 au cours de l'année prochaine. Nous savons maintenant que ce taux sera d'environ 3.3 p. 100.

Je pose au ministre deux questions: premièrement, pourquoi le premier ministre du Canada, sur les conseils de ses ministres, a-t-il placé le Canada dans la position insidieuse d'avoir pris un engagement qui ne pouvait et ne peut toujours pas être tenu, et qu'on savait à l'époque impossible à respecter, affaiblissant ainsi la crédibilité du Canada aux yeux de tous les autres ministres du monde qui s'occupent d'économie?

Deuxièmement, qu'est-ce que le ministre des Finances conseillera au premier ministre de dire à M. Schmidt à la conférence qui aura lieu après Noël? Comment expliquera-t-il pourquoi nous avons pris en août un engagement que nous devons renier en décembre parce que le taux de croissance n'a été que de 3 p. 100?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, au mois de juillet dernier, lorsque nous étions à Bonn, nous avons tout simplement dit à nos collègues qui se trouvaient à cette réunion que le taux de croissance prévu dans le budget que j'avais présenté à peine deux mois auparavant allait être de 5 p. 100. Depuis ce temps-là il y a eu beaucoup de perturbations dans l'économie mondiale, savoir, la chute du dollar américain, l'augmentation des taux d'intérêt à cause de la dévaluation du dollar américain et d'autres facteurs, qui ont ralenti l'économie du Canada. Je crois donc que l'on ne peut pas isoler le Canada des problèmes mondiaux qui sévissent à l'heure actuelle.